



Le Biodigesteur :Une technologie à avantages divers

Les éditions
Sciences-Campus Info

Page 10

Politique - Science - Education - Société - Économie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du samedi 22 avril 2017

7 Jours/7

du BURKINA

N°367

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 24.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Meeting de l'opposition politique burkinabè : « Ce meeting fait trembler le pouvoir en place »

Page 4



**Rasmané OUEDRAOGO nouveau
Président de la CODER**

Page 6



Deuxième session de concertation des partenaires de l'Assemblée nationale : Plus que 2 milliards de F CFA pour boucler le financement

Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

Deuxième session de concertation des partenaires de l'Assemblée nationale : Plus que 2 milliards de F CFA pour boucler le financement

Région du Centre



Le plan stratégique 2016-2020 va aider au renforcement de la démocratie au Burkina Faso selon Salifou Diallo (au centre)

La deuxième session du cadre de concertation des partenaires techniques et financiers de l'Assemblée nationale s'est ouverte ce jeudi matin à Ouagadougou. Placée sous la présidence de Salifou Diallo, cette rencontre s'inscrit dans la perspective de faire le point de l'état actuel de mobilisation des concours financiers et techniques disponibles. Plusieurs députés, personnel parlementaire et partenaires techniques et financiers ont pris part à cette rencontre.

Faire de l'Assemblée nationale une institution forte, moderne, innovante, accessible et au service des populations, telle est la vision de l'Assemblée nationale du Burkina à l'horizon 2020. Elle a organisé une réunion avec les partenaires techniques et financiers ce jeudi 20 avril 2017 pour envisager la mise en œuvre effective de son plan stratégique 2016-2020. La rencontre a permis aussi de mieux préciser les mécanismes et instruments opérationnels de financement des programmes. Cette démarche participe au financement des

différents projets retenus dans le plan opérationnel 2017-2020.

Cette rencontre fait suite à une première tenue en novembre 2016, au cours de laquelle plusieurs recommandations et suggestions avaient été faites. Il est donc attendu des participants de formuler des réponses concrètes aux préoccupations de la rencontre du 23 novembre 2016 mais aussi de finaliser les modalités pratiques

La suite à la page 3.

La suite de la page 2.



Plusieurs députés, personnel parlementaire et partenaires techniques et financiers ont pris part à cette rencontre

stratégique 2016-2020. Ce plan stratégique va aider au renforcement de la démocratie au Burkina Faso selon Salifou Diallo, Président du Parlement burkinabè. La mise en œuvre de ce programme sera effective dans les mois à venir, a-t-il ajouté.

5 milliards de francs CFA sur les 7 milliards recherchés par l'Assemblée nationale est le montant engrangé à l'issue de cette rencontre. Un agenda de démarrage des programmes est prévu pour être mis en œuvre. Aussi, un mécanisme de suivi de l'exécution des programmes et projets sera exécuté, assorti d'un échéancier de mise à disposition des ressources.

Pour le Représentant du chef de file des partenaires techniques et financiers, Mathieu Rioux, les partenaires techniques et financiers rassurent de leur disponibilité à accompagner l'Assemblée nationale dans la mise en œuvre de son plan stratégique 2016-2020.

Plusieurs députés, personnel parlementaire et partenaires techniques et financiers ont pris part à cette rencontre. Cette réunion était également une occasion pour les participants de finaliser les modalités pratiques du partenariat avec les



Le Représentant du chef de file des partenaires techniques et financiers, Mathieu Rioux.

définitivement bouclé.

Alfred Sié Kam/Rédaction S-C Info

Meeting de l'opposition politique burkinabè : «Ce meeting fait trembler le pouvoir en place »



Zéphirin Diabré, Chef de file de l'opposition burkinabè.

Le Chef de file de l'opposition politique (CFOP), Zéphirin Diabré, a animé une conférence de presse ce jeudi 20 avril 2017 à Ouagadougou. Au cours de ce point de presse, les responsables de l'institution sont revenus sur les aspects de ce rendez-vous qui va faire également office de rentrée politique pour l'opposition.

Dans sa déclaration liminaire,

lors de la conférence de presse organisée ce matin par le chef de file de l'opposition politique, Zéphirin Diabré a dénoncé un certain nombre de manœuvres du pouvoir pour faire échouer le meeting de protestation contre la gestion du pouvoir actuel le 29 avril prochain et qui constituera en même temps sa rentrée politique. Ainsi, En effet, dit-il, le MPP a fait cas de réunions organisées par le pouvoir avec des milieux socio-professionnels pour les convaincre

de ne pas aller au meeting contre de l'argent, de consignes données à des maires MPP (Mouvement du peuple pour le progrès, parti au pouvoir) d'arrondissements de Ouaga d'organiser des réunions le jour et à l'heure du meeting pour présenter le Plan national de développement économique et social (PNDES). Autres manœuvres de démobilisation ou de boycott du meeting dénoncées par le chef de file : des promesses de distribution d'argent à des

La suite à la page 5

POLITIQUE

La suite de la page 4

jeunes de la capitale à l'heure du meeting par des militants du parti au pouvoir, la sollicitation de déclarations de désolidarisation du meeting faite par des émissaires du parti au pouvoir auprès de leaders de partis de l'opposition. Selon Zéphirin Diabré, toutes ces manœuvres prouvent que le pouvoir a peur et n'arrive plus à dormir depuis l'annonce du meeting. Et Zéphirin Diabré se demande ce que le pouvoir deviendra si l'opposition décide

de prendre d'assaut la Place de la révolution vue que le seul bâtiment de la Maison du peuple fait déjà trembler certains.

Il faut noter que ce meeting 29 avril prochain se tient dans un contexte particulier. En effet, c'est la première fois que l'opposition organise un rassemblement public depuis la fin de la Transition. Aussi, le contexte dans lequel il intervient est qualifié « d'épouvantable

pour les Burkinabè » au regard des difficultés de tous ordres auxquelles est confronté le peuple.

Ce meeting sera aussi l'occasion pour l'opposition de publier une plateforme minimale autour de laquelle le combat sera mené.

Alfred Sié KAM/Rédaction S-C Info

Brèves

Afghanistan: plus de 50 militaires afghans tués dans l'attaque de leur base

« Plus de 50 soldats afghans ont été tués » dans l'attaque de leur base par les talibans ce vendredi près de la grande ville du nord, Mazar-e-Charif, a déclaré dans la soirée à l'AFP un porte-parole de l'armée américaine à Kaboul. L'attaque s'est produite à la base de Mazar-e-Charif, chef-lieu de la province de Balkh, alors que des soldats sortaient d'une mosquée après les prières du vendredi. Dans un communiqué, le général américain John Nicholson, qui commande l'opération de l'Otan Resolute Support, a précisé que l'attaque avait visé « les hommes pendant la prière à la mosquée et d'autres au réfectoire » de la base du 209e Corps de l'Armée afghane, près de Mazar. Selon le porte-parole du ministère afghan de la Défense Dawlat Waziri contacté un peu plus tôt par l'AFP, l'attaque déclenchée en début d'après-midi par « trois hommes au moins portant des uniformes ». L'attaque a été revendiquée par les talibans dans un communiqué

Rédaction SCI

CODER : Un nouveau président à la tête de la structure

La Coalition pour la démocratie et la réconciliation nationale (CODER) a animé ce jeudi 20 avril 2017 un point de presse à Ouagadougou. Cette rencontre avec les hommes de médias avait pour objectifs de faire le bilan de la présidence de Me Gilbert Ouédraogo et l'installation du nouveau président Rasmané Ouédraogo à la tête de la coalition.

Après 6 mois d'existence, le bilan de la CODER est positif, à en croire le président sortant Gilbert Noel Ouédraogo. Après 3 mois passés à la tête de la structure, il a évoqué entre autres actions menées les visites rendues à plusieurs personnalités et organisations parmi lesquelles les chefs coutumiers, les anciens présidents du Faso, le président de l'Assemblée nationale et certaines organisations de la société civile. A toutes ces visites Gilbert Ouédraogo mentionne avoir apporté le message de la CODER structuré autour



les membres de la coder.

de quatre principaux points à savoir la justice, la paix et la réconciliation nationale, la relance économique et enfin la sauvegarde de la démocratie. Revenant sur la visite de la CODER à l'ancien président Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire, le président de l'ADF- RDA fera remarquer que le processus de réconciliation nationale doit intégrer tous les Burkinabè. « Aller voir quelqu'un ne

veut pas dire l'absoudre », a-t-il ajouté. Selon lui, ce voyage pour rencontrer Blaise Compaoré vise à donner à ce dernier la liberté et la possibilité de s'exprimer. « Tant que les Burkinabè ne vont pas admettre ce principe d'accepter que chacun puisse s'exprimer, nous n'allons pas avancer », foi de Me Ouédraogo.

Après les échanges que

La suite à la page 7

POLITIQUE

La suite de la page 6

la CODER a eu avec les personnalités, elle fait une proposition d'une démarche pour aboutir à la réconciliation nationale. Il s'agit d'abord d'un forum national préparatoire à la réconciliation nationale. Les conférenciers souhaitent voir le président du Faso, en sa qualité de garant de l'unité nationale convoquer ce rendez-vous. A les entendre, de ce forum sera dégagée la marche à suivre pour aller vers une réconciliation nationale.

Le deuxième point culminant de la conférence de presse a concerné l'installation du nouveau président de la CODER pour un mandat de 3 mois. Il s'agit de Rasmané Ouédraogo, président de la Nouvelle alliance du Faso (NAFA). Celui qui vient de prendre les rênes de la structure, affirme vouloir inscrire son mandat sous le signe de la consolidation des acquis engrangés par ses prédécesseurs. A l'entendre, des propositions seront faites au cours de son mandat dans le



Rasmané OUEDRAOGO nouveau Président.

sens de la relance de l'économie nationale.

Baowenduum

Programme d'Investissement Forestier: La première session 2017 du Comité Technique Régional de Suivi du Sud-Ouest tenue

Région du Sud-Ouest



Présidium

Les membres statutaires du comité technique régional de suivi du Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Sud-Ouest ont tenu leur première session. La rencontre a eu lieu le 7 avril 2017 à Gaoua sous la présidence de Salif Ouattara Secrétaire Général de la Région du Sud-Ouest. Elle a permis aux différents acteurs d'examiner et d'adopter le rapport de la deuxième session mais surtout de faire des échanges sur le programme d'activités 2017.

La région du Sud-Ouest est l'une des régions sur quatre(4) au Burkina Faso qui bénéficie du Programme d'Investissement Forestier (PIF). La zone d'intervention du PIF au Sud-Ouest concerne deux(2) forêts classées que sont celles de Bontioli dans la province de la Bougouriba et de Koulbi dans le Noumbiel. Les travaux de cette session se sont déroulés en plénière à travers des communications suivies d'échanges. Ce qui a permis de faire le bilan des activités menées pendant l'année 2016, d'examiner et d'adopter le programme d'activités 2017 et de statuer sur

des préoccupations qui peuvent contribuer à une meilleure mise en œuvre du PIF. Le bilan est positif, selon les acteurs.

Pour Salif Ouattara, le constat des effets de la pression humaine sur les forêts classées est alarmant et une solution doit être rapidement trouvée. Et la venue du PIF est à point nommé. Il permettra de résoudre un temps soit peu les problèmes climatiques, de déforestation et bien d'autres a-t-il indiqué. Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique

La suite à la page 7

ACTU RÉGION

La suite de la page 6



Assistance

Simon Drabo pense que les perspectives pour l'année 2017 seront axées sur le renforcement de capacités des acteurs à la base. Des actions de reforestations dans les réserves partielles et totales de faune de Bontioli seront excécutées. Egalement d'autres actions comme la surveillance, le début très prochain des travaux de délimitation seront menées. Il sera également fait la promotion des foyers améliorés a-t-il conclu. Ce partage des résultats de la mise

en œuvre des activités du PIF ont permis aux différents acteurs d'être au même niveau d'information surtout ce qui concerne le suivi des activités. Cela a permis également de lever les goulots d'étranglement. En rappel le PIF s'occupe deux forêts classées dans la région du Sud-Ouest. Il s'agit de la réserve partielle et totale de faune de Bontioli qui couvre 42 200 ha à cheval entre les provinces du Ioba, de la Bougouriba et du Poni et de la forêt classée de

Koulbi qui couvre environ 40 000 ha dans la province du Noumbiel.

Kissogo Abdoul Karim Ouattara

C o r r e s p o n d a n t

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**
Recevez l'actualité du jour , à 12 000 f cfa / ans

Le Biodigesteur :Une technologie à avantages divers

Région du Centre



Des biodigesteurs.

Le biodigesteur est un ouvrage maçonné destiné à recevoir des déjections animales fraîches pour la production de biogaz. Pour sa vulgarisation, en 2010 l'Etat burkinabè et ses partenaires privés ont mis en place le Programme national de biodigesteur (PNB). Ce programme vise à permettre aux ménages en milieu rural de tirer les bénéfices et les avantages que cette technologie leur offre. Le 21 mars 2017, nous avons rencontré le coordonnateur du PNB Xavier Bambara et la responsable technique dudit programme qui ont répondu à

nos différentes préoccupations liées à la technologie et au PNB.

Un biodigesteur de 6 m³ permet de préserver en moyenne trois hectares de forêt dans l'année

SCI:Comment fonctionne le biodigesteur ?

Gwladys Sandwidi : Un biodigesteur est un ouvrage maçonné semi-enterré destiné à recevoir

des déjections animales fraîches pour la production de biogaz. Pour la réalisation de l'ouvrage, il faut exécuter des fouilles à une profondeur d'un 1m60 minimum selon la taille de l'ouvrage choisie par le client. C'est à l'intérieur de cette fouille de plus d'un mètre que l'ouvrage sera construit.

L'ouvrage conçu est destiné à recevoir des déjections animales quotidiennement pour produire le biogaz. Le modèle du PNB est celui de fonctionnement continu. Après la réalisation de l'ouvrage, il doit avoir un

La suite à la page 11

RECHERCHE

La suite de la page 10

premier chargement d'au moins sept charrettes de déchets frais avec la même quantité d'eau. Après la mise en service, tous les jours, le client doit mettre dans l'ouvrage une petite quantité d'excréments selon la taille on lui donne les proportions fixées pour l'alimentation journalière de son ouvrage, ce qui signifie que la production du gaz est journalière. L'ouvrage se vide tout seul à travers le rejet d'un effluent.

SCI : Que peut-il arriver lorsque le client ne respecte pas les instructions concernant l'alimentation de l'ouvrage ?

G.S : Le non-respect des proportions crée un dysfonctionnement de l'ouvrage. Lorsque la quantité de déchet fraîche introduite dans l'ouvrage est insuffisante ou trop chargée le client n'obtiendra pas la quantité de gaz souhaitée.

SCI : Quels sont les conditions nécessaires pour l'obtention de cette technologie ?

G.S : Pour bénéficier de cette nouvelle technologie, il faut être en milieu rural ou dans une zone péri-urbaine. En plus il faut être propriétaire d'un noyau d'animaux, pratiquer l'élevage pour plus de sûreté au niveau

de la matière première pour le fonctionnement de l'ouvrage. Il faut avoir au minimum quatre têtes de bœufs et 8 têtes de porcs, nourrit régulièrement et en stabulation pour l'obtention d'une quantité assez suffisante de déjections pour l'alimentation du biodigesteur. Il est nécessaire de préciser que c'est la bouse de vache ou les crottins du porc qui est utilisé majoritairement pour le fonctionnement du biodigesteur car leur valeur énergétique est plus importante et se sont des déjections plus facile à mobiliser.

Il faut que le ménage garantisse la sécurité foncière de son site et avoir de l'espace pour la réalisation de l'ouvrage. L'ouvrage occupe les dimensions suivantes 12 m de longueur sur 6m de large. L'ouvrage ayant une durée de vie de 20 ans, il faut s'assurer de la garantie foncière car l'ouvrage ne peut pas être déplacé au cas où le ménage est contraint de quitter leur habitation s'il n'est pas le véritable propriétaire. A cela s'ajoute une disponibilité en eau claire mais pas forcément potable pour la construction de l'ouvrage. Il est conseillé que le point d'eau soit proche du lieu de la construction de l'ouvrage soit 30 minutes de temps mis pour l'aller-retour du point d'eau. En plus pour la construction de l'ouvrage, le PNB utilise les matériaux

locaux comme le sable, le gravier... Le ménage devra mobiliser la quantité d'agrégat en fonction de la taille souhaitée. Le PNB dispose de quatre types de taille de biodigesteur : 4, 6, 8 et 10m³. Aussi, il faut que le ménage soit à mesure d'acheter les matériaux manufacturés tels que le ciment, les barres de fer, un rouleau de fil de fer. Le ménage a en charge l'exécution des fouilles car la construction se fait dans un trou. La mobilisation d'au moins sept charrettes de bouse de vache ou de porc pour le premier chargement est nécessaire. En plus de tout cela, le ménage doit mettre à la disposition du maçon du PNB de la main d'œuvre non qualifiée (deux) pour la construction.

Les coûts des biodigesteurs varient entre 280 mille et 500 mille. Mais il est nécessaire de signaler que l'Etat accorde une subvention à tout demandeur de biodigesteur à hauteur de 160 mille francs. La subvention de l'Etat couvre la main d'œuvre du maçon, les matériaux de la plomberie, de la tuyauterie pour conduire le gaz aux différents points d'application, un foyer double, et une lampe à gaz remis au ménage. Le reste du coût est supporté par le client à travers l'apport des éléments sur-cités.

SCI : Quelles sont les avantages du biodigesteur pour les

La suite à la page 12

RECHERCHE

La suite de la page 11

bénéficiaires et pour l'environnement ?

G.S : Les avantages de cette technologie sont divers : de prime à bord l'utilisation des excréments des animaux au sein du ménage contribue à assainir le milieu de vie du ménage étant donné que le PNB travaille à vulgariser les biodigesteurs domestiques de petite taille au niveau des ménages. L'assainissement du milieu de vie protège le ménage contre de nombreuses maladies. En plus de cela, il faut noter que les animaux seront bien entretenus compte tenu du fait que le ménage est conscient qu'il a besoin de la bouse pour le fonctionnement du biodigesteur. Notons que le biodigesteur va permettre au ménage de produire son gaz qui sera utilisé pour la cuisson. L'utilisation de ce gaz pour la cuisson est une aubaine pour la famille. Les femmes et les jeunes filles surtout ne respirent plus la fumée qu'elles inhalaient avant avec l'utilisation du charbon de bois comme énergie. Avec le remplacement du bois de chauffe par le biogaz, les membres des ménages sont à l'abri de certaines maladies (problème respiratoire, maux d'yeux..) et aussi garde ses ustensiles de cuisines propres car ceux-ci n'étant plus en contact avec le bois

de chauffe ne noirissent plus. L'utilisation du biogaz permet à la femme d'économiser son temps car elle n'a plus à aller chercher du bois de chauffe.

Le biogaz produit sert pour l'éclairage du ménage. Avec cette lumière, les enfants peuvent étudier correctement la nuit. A tout cela, s'ajoute l'effluent que rejette l'ouvrage au niveau des fosses à composte après l'utilisation du gaz une matière utilisée pour amender les champs. Par exemple lorsque l'on prend un biodigesteur de 6 m³ il dégage un effluent de 8 tonnes par an. Les ménages bénéficient de formation de compostage et si ces connaissances sont mises en pratique correctement, le ménage peut obtenir 64 tonnes de compost par an pour amender ses champs ce qui lui permet d'économiser en achat d'engrais. En fait il n'a plus à dépenser pour l'achat des engrains chimiques. En plus de tous ces avantages, il y a la protection de la forêt étant donné que les femmes ne coupent plus de façon abusive le bois pour leur utilisation quotidienne. Un biodigesteur de 6 m³ permet de préserver en moyenne trois hectares de forêt dans l'année. Le méthane, le gaz séquestré au niveau du biodigesteur est un gaz très nocif pour l'environnement.

Cette technologie vient soulager l'environnement en matière d'émission de l'effet de serre.

Environ 8700 ménages disposent d'un biodigesteur sur l'ensemble du territoire

SCI : Quel est l'objectif de ce programme ?

Xavier Bambara : Le PNB est un programme de marketing de la technologie du biodigesteur, l'objectif du programme c'est de contribuer à créer un secteur marchand pour faire en sorte que la technologie du biodigesteur serve à l'amélioration des conditions de vie des ménages en milieu rural. Le PNB a l'ambition de créer un marché qui va être animé par des acteurs privés de manière à pérenniser le projet. Une meilleure sécurité alimentaire pour les populations, la lutte contre la pauvreté et la création des emplois en milieu rural sont également les objectifs du programme. En un mot l'amélioration des conditions de vie d'où notre slogan « vivons mieux au village ! ».

SCI : Ce programme concerne-t-il toutes les localités du Burkina ?

X.B : Le PNB est un programme national qui concerne toute les régions du Burkina. Au jour d'aujourd'hui nous avons des activités dans l'ensemble de ces régions à travers les différents acteurs publics et privés dont nous avons fait état tout à l'heure.



RECHERCHE

La suite de la page 12



Environ 8700 ménages disposent d'un biodigesteur sur l'ensemble du territoire.

SCI : Combien de ménages disposent-ils actuellement d'un biodigesteur ?

X.B : Environ 8700 ménages disposent d'un biodigesteur sur l'ensemble du territoire. Dans nos prévisions nous comptons atteindre le cap de 10 mille courant 2^e trimestre de l'année 2017 avec un taux de fonctionnalité de 92% parce que c'est ce qui est le plus important, l'essentielle n'est pas de construire mais il faut construire et

utiliser l'installation. Le PNB connaît quelques défis de fonctionnalité qui sont plus liés aux ménages qui ne respectent pas toujours les consignes qui leur sont données. Ces cas sont souvent dus : au vol ou à la transhumance du bétail, un problème d'eau en saison sèche qui entravent le chargement quotidien de l'installation, ou le fait que le ménage ne charge pas. A cela il faut ajouter la difficulté sur le changement de comportement au niveau des ménages, chose qui

ne se décrète pas, il faut revenir et mieux expliquer pour que les choses se mettent en place : Toutes ces raisons font que 8 à 10% du parc (des ouvrages biodigesteur construits dans les régions) ne fonctionne pas comme nous le souhaitons.

SCI : Etant donné que ce programme prend en compte plusieurs domaines, quel peut être l'intérêt d'un tel programme pour les étudiants burkinabè ?

X.B : Le PNB est un programme transversal qui touche à plusieurs domaines que sont l'agriculture, les ressources animales, l'environnement, les aspects liés à la préservation du climat, la lutte contre la réduction des gaz à effet de serre... De ce point de vue le PNB peut permettre aux étudiants qui s'intéressent à l'un ou plusieurs de ces domaines de venir constater ce que nous faisons, de nous aider à améliorer ou à prospecter d'autres sous-thématiques qui pourraient améliorer nos pratiques sur le terrain. Ce sont les thématiques sur le climat qui sont d'actualité aujourd'hui, les étudiants qui sont dans ces filières de formation doivent comprendre ce qui doit être fait comme contribution de notre secteur rural pour permettre aux paysans de s'adapter à ce que nous faisons pour eux.

Dores

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**
Recevez l'actualité du jour , à 12 000 f cfa / ans

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Investissement au Burkina : Le Groupe HYJAZI promet la création de 2 000 emplois avec son centre commercial



A l'issue de l'audience, Monsieur HYJAZI a confié à la presse être venu apporter sa pierre à la mise en œuvre du Plan national de Développement économique et social (PNDES).

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience le Président Directeur général (PDG) du Groupe HYJAZI, Monsieur Hassan HYJAZI dans la matinée du jeudi 20 avril 2017.

A l'issue de l'audience, Monsieur HYJAZI a confié à la presse être

venu apporter sa pierre à la mise en œuvre du Plan national de Développement économique et social (PNDES). A cet effet, le groupe qui intervient dans plusieurs domaines dont les produits alimentaires, le textile, la fabrication de peinture, d'acier et l'immobilier va construire un centre commercial à Ouagadougou, à l'image des centres PRIMA d'Abidjan et de Conakry.

« Ce centre sera construit sur 20 000 m² et va créer au moins 500 emplois directs à l'ouverture et au final 2 000 emplois indirects », a confié le PDG du groupe. Le futur centre commercial aura également tout autour, des activités annexes qui vont générer de l'emploi, a ajouté Monsieur HYJAZI. Avec un coût maximum d'environ 22 millions d'euros, le centre va comprendre « près

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14



Selon le promoteur, ce sera « une micro-ville qui se créera dans la zone ZACA grâce au Président du Faso ».

de 80 boutiques, une salle de projection cinématographique, des restaurants, des cabinets médicaux, des pharmacies, des parkings modernes, etc. ». Selon le promoteur, ce sera « une micro-ville qui se créera dans la zone ZACA grâce au Président du Faso ». Le centre PRIMA de Ouagadougou

dont la première pierre sera posée ce jeudi 20 avril par le Premier ministre Paul Kaba

HIEBA va donner « un autre visage à la zone ZACA et répondra aux normes internationales de qualité en matière d'ouvrage

avec des techniques nouvelles d'économie d'électricité qui est un produit précieux », reconnaît Monsieur Hassan HYJAZI.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Audience : le ministre Jean Martin Coulibaly reçoit l'équipe de l'association PAVEA (Promotion de l'audiovisuel pour l'éducation en Afrique)



Conduite par le président de PAVEA, Jean-Claude Frisque, l'équipe a étalé son projet au ministre qui a bien accueilli l'initiative.

Le ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, Jean Martin Coulibaly a reçu en audience ce jeudi 20 avril 2017, une équipe de l'association pour la Promotion de l'audiovisuel pour l'éducation en Afrique (PAVEA). Objectif : présenter l'association, porteuse du projet WEB EDU TV et ses activités.

Web Edu TV est une plateforme de mise en ligne qui vise à valoriser des résultats de

recherche sur l'éducation en Afrique subsaharienne au moyen de l'audio-visuel. A travers des films documentaires, l'objectif est de susciter des discussions, des échanges et de créer un cercle vertueux pouvant améliorer la qualité de l'éducation, l'offre scolaire et la formation professionnelle.

Conduite par le président de PAVEA, Jean-Claude Frisque, l'équipe a étalé son projet au ministre qui a bien accueilli

l'initiative.

Pour Jean Martin Coulibaly, l'éducation traverse depuis 2010-2011 des remous, et il serait très louable de montrer au-delà des difficultés, les bonnes pratiques qui restent souvent dans le silence.

Dans la dynamique de magnifier, de donner de la visibilité aux initiatives positives, le ministre a salué l'approche du projet et de citer l'exemple d'une institutrice qui prend en charge des enfants en situation de handicap et qui les

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

suit individuellement jusqu'à leur réussite.

Au terme de cet entretien, les deux parties souhaitent nouer

un partenariat pour une mise en œuvre réussie du projet au bénéfice des enfants burkinabé.

DCPM/MENA

5e Mission Conjointe de Suivi du PDSEB : Apprécier l'état de mise en œuvre des réformes et du plan d'action 2016



Conduite par le président de PAVEA, Jean-Claude Frisque, l'équipe a étalé son projet au ministre qui a bien accueilli l'initiative.

L'atelier technique de la 5e Mission Conjointe de Suivi (MCS-5) du Programme de Développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB), s'est ouvert ce mardi 18 avril 2017 à Bobo. Les travaux sont dirigés par le Secrétaire Général du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation, Paul Yombo DIABOUGA.

Le rendez-vous annuel de suivi du PDSEB réunit cette année encore

les responsables des structures du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation (MENA), les partenaires techniques et financiers, les ONG et associations actives en éducation et les partenaires sociaux. Il s'agira d'apprécier l'état de mise en œuvre des différentes réformes et le plan d'action 2016 marqué par l'intégration des activités de l'enseignement secondaire sur lesquelles la MCS-5 va se pencher. Quatre jours durant, les

participants à l'atelier technique vont passer en revue le rapport annuel de mise en œuvre du PDSEB, le rapport de suivi financier 2016 dont le bilan de mise en œuvre de la feuille de route des recommandations des audits du CAST 2015 avant d'identifier un thème de réflexion pour 2017. Autant d'enjeux portés par cette MCS-5 dont l'importance a été rappelée par le Secrétaire Général du MENA, Paul Yombo DIABOUGA. Et madame Dominique RIVELLI,

La suite à la page 18

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

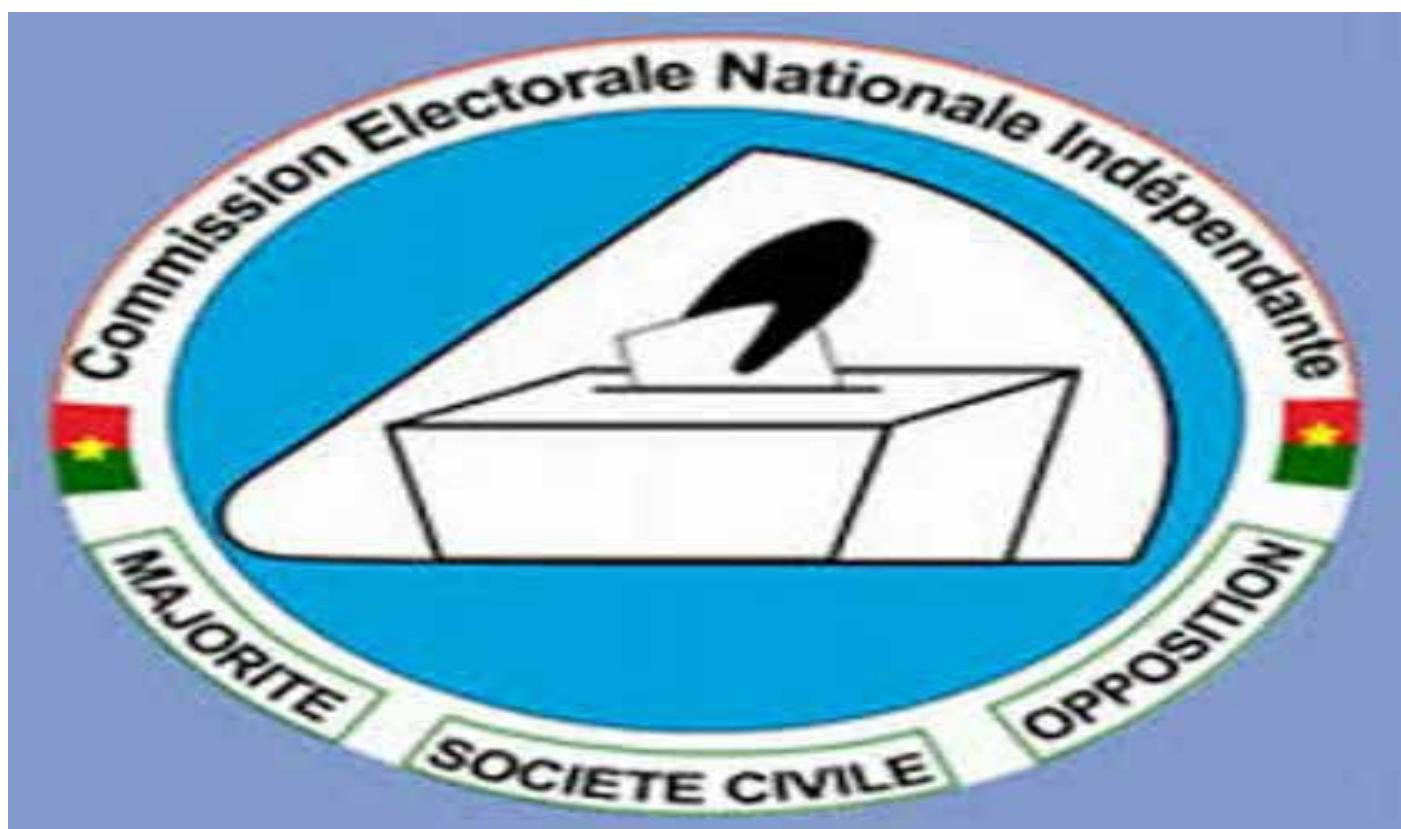
La suite de la page 17

Chef de file de la Coopération suisse de souligner les difficultés qui devraient faire l'objet d'attention particulière notamment, la baisse de certains indicateurs et les difficultés de déblocage des fonds.

Les conclusions de cette MCS-5 seront consignées dans l'aide-mémoire dont la signature aura lieu le 12 mai 2017 à Ouagadougou.

DCPM/MENA

Communiqué de la CENI relatif à la tenue des élections municipales partielles du 28 mai 2017 à Béguédo



Suite à la conférence de presse tenue le samedi 15 avril 2017 à Béguédo par l'un des protagonistes sur la liste électorale dans le cadre des élections du 28 mai 2017, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

voudrait rassurer la paisible population de ladite commune qu'il n'a jamais été dans son intention d'exclure qui que ce soit du processus en cours.

Les conférenciers souhaitent

l'utilisation du fichier de 2016 querellé. En effet, en 2016, l'opération de « réajustement » du fichier électoral est l'objet d'un contentieux. Il est litigieux et a été source de violences et de blocage du processus. Il faut le rappeler que cette opération

La suite à la page 19

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« de réajustement » du fichier électoral s'était transformé à son temps à un enrôlement de nouveaux électeurs, ce qui n'était pas conforme au code électoral, puisque l'enrôlement de nouveaux électeurs est décidé par un décret pris en Conseil de ministres.

Par conséquent, pour les élections partielles du 28 mai 2017, le seul fichier électoral valable est celui de 2015 qui réunit les conditions de légalités requises car ayant servi aux élections couplées présidentielle/législatives du 29 novembre 2015. La plénière des commissaires, après donc en avoir délibéré, a décidé à l'unanimité d'utiliser le fichier de 2015 dans le cadre de ces élections.

Si d'aventure la CENI s'abstenait de le faire en entérinant le fichier de 2016, elle exposerait les élections de Béguédo à un très probable risque d'invalidation par la justice au moindre recours. Une telle attitude serait une faute grave et dénoterait d'un manque de professionnalisme

de la part de la CENI.

Dans son engagement à toujours rester à l'écoute de l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus électoral, la CENI a plusieurs fois rencontré les principaux leaders politiques de la commune de Béguédo. En aucun moment, la preuve n'a été établie que des électeurs ont été exclus des élections du 28 mai.

Ensuite, la CENI, pour justement

ne pas exclure quiconque dans les élections à venir, a proposé aux électeurs de Béguédo inscrits antérieurement à 2016, et qui veulent voter dans l'un des quatre nouveaux villages, d'en faire la demande. Cette opération a débuté depuis le 20 mars et se poursuit jusqu'au 28 avril. Pour faciliter la tâche à ceux qui voudraient user de ce droit, la CENI a disponibilisé des formulaires et instruit la CECI Béguédo d'assister gratuitement les électeurs non lettrés dans le remplissage des

formulaires. La seule obligation du requérant est de faire la preuve de sa résidence dans l'un des quatre nouveaux villages conformément aux dispositions de l'article 60 du code électoral.

En tout état de cause, la CENI reste disponible, comme à l'accoutumée, pour discuter avec tous les protagonistes, sur tous les sujets concernant les partielles à venir à Béguédo. Elle exhorte chacune et chacun à inscrire ses actes et ses réactions dans la recherche paisible de solutions conformes à la loi.

Ouagadougou, le 18 avril 2017

Pour le Président et par délégation,

La Secrétaire Générale

Pegdébamba. Esther SOME/KIEMA

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



•Du 15 février
au 15 mars

•Du 15 Juillet au
au 15 aoÙt

•Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

Préparation aux :
TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
F CFA

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Lyon, Un(e) Référent(e) RH pour un desk H/F, CDD 12 mois

Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout.

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, sans affiliation politique ou confessionnelle, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)**La Direction d'Action du Développement (DAD)**

CONTEXTE : La DAH met en œuvre des activités au service des populations vulnérables, des populations réfugiées, déplacées et sinistrées, des personnes victimes de blessures

et des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs. Elle est présente actuellement en Haïti, en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine, au Yémen, en Ukraine, au Liban, en Turquie, en Jordanie, en Syrie, en Irak, en Libye, au Laos et au Tchad. Le budget annuel de la DAH se situe autour de 45 millions d'euros.

Au sein de la DAH, il s'agit de renforcer l'équipe des Référents Ressources Humaines pendant une phase de transition organisationnelle au sein de la Direction des Opérations. Le portefeuille des pays à gérer reste à définir.

OBJECTIFS DU POSTE :

Sous la responsabilité du Responsable de l'Unité RH de la DAH (RURH), vous êtes garant de la bonne gestion des RH dans les pays de mission dont vous avez la charge. L'objectif principal est d'optimiser la composition et la gestion des équipes, le suivi individuel. Vous recherchez l'équilibre entre réponse aux besoins opérationnels immédiats et moyen terme. Vous participez aux discussions sur les objectifs du desk auquel vous êtes rattaché(e) et à la définition des objectifs spécifiques RH. Vous en finalisez la rédaction, en assurez le suivi, et en établissez le bilan.

Vous animez et suivez la gestion des RH (personnel national et personnel international en mission) pour les pays du desk, dans le respect des politiques RH

de l'Association, et des cadres RH plus spécifiques qui ont pu éventuellement être définis pour la DAH. Vous effectuez des visites terrain lorsque nécessaire.

Vos responsabilités sont les suivantes :

Responsabilité 1 : Contribuer au développement et à la mise en œuvre de la stratégie RH des programmes. Conseiller les managers du siège lors des ouvertures ou des revues de programmes sur les enjeux RH

En tant qu'interlocuteur RH privilégié des managers desks, vous apportez un premier niveau de réponses, un appui et des conseils pour l'ensemble des questions RH rencontrées

Vous coordonnez le staffing des missions du desk, sous la responsabilité du Responsable Programmes

Vous anticipez les besoins en recrutement terrain et apportez les ajustements nécessaires sur les descriptifs de poste managériaux à pourvoir

Vous identifiez et anticipez les besoins en formations

Vous participez à l'élaboration et à l'adaptation des orientations, politiques et outils du département RH par sa connaissance des terrains.

Responsabilité 2 : Assurer le bon déploiement et la bonne utilisation des politiques et outils RH DAH sur les desks et programmes.

Vous veillez au déploiement des

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

politiques RH pour le personnel national et international, au respect des législations sociales et à la mise en place et suivi des outils RH afférents avec une attention particulière à la gestion des risques et à la PSEA.

Vous apportez un support aux coordinateurs ayant la fonction RH dans la mise en place des politiques et outils RH sur l'ensemble des thématiques RH : rémunération et avantages sociaux, gestion du cycle des compétences, disciplinaire, droit du travail, prévention et gestion du stress

Responsabilité 3 : Assurer le suivi du personnel international en mission

Vous effectuez des points RH réguliers avec le responsable du desk et le chef de mission

Vous supervisez l'organisation des départs / fins de mission, et des briefings/débriefings

Vous vous assurez de la remontée des synthèses des évaluations

Vous assurez les débriefings RH et faites remonter les informations au chargé de recrutement et mobilité en charge de son suivi entre deux missions

Vous participez à l'identification et au développement des futurs cadres et coordinateurs

Vous coordonnez la mise en place des entretiens

d'évaluation annuels et des augmentations salariales

PROFIL REQUIS :

Vous avez idéalement une formation supérieure en ressources humaines

Vous disposez d'une expérience réussie de plusieurs années dans des fonctions de coordination administratives et RH sur les terrains d'intervention d'ONGI, au plus proche des préoccupations opérationnelles

Vous avez une bonne capacité de prise de recul par rapport aux problématiques soumises, à intégrer l'environnement et la situation du programme dans les réponses apportées

Vous savez porter le cadre légal

Vous faites preuve de réactivité, êtes force de proposition et bénéficiez d'un très bon relationnel.

Vous maîtrisez parfaitement le français et l'anglais

Vous êtes mobile et pouvez assurer des visites terrain régulières sur vos pays

CONDITIONS DU POSTE:

Type de contrat : CDD de 12 mois à partir de juin 2017

Salaire : A partir de 2250 € bruts sur 12 mois

Tickets Restaurant

M u t u e l l e

39 heures hebdomadaires avec 22.5 jours de RTT à prendre annuellement

Des déplacements sur le terrain sont à prévoir

POSTULER :

Uniquement en ligne en joignant CV et Lettre de motivation via le lien suivant :

https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1957&idpartenaire=1

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Ville L Y O N

Fonctions RessourcesHumaines

Activités Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Europe, France

Contrat C D D

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1957&idpartenaire=130

Date de fin de validité 01/05/2017

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur Projets Algérie H/F

Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)

La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE :

Les actions de Handicap International en Algérie ont

débuté au cours de l'année 1998 afin de soutenir les professionnels en charge des victimes du terrorisme et de leurs familles. Le domaine de la santé mentale a donc été prédominant sur le programme depuis les origines. Suite au séisme de Boumerdès en 2003, le programme a développé 2 projets d'envergure qui ont aussi servi à forger son identité et asseoir sa reconnaissance par les autorités publiques.

Projets en 2017 :

Projet Education & Développement local Inclusif sur 3 territoires (Oran, Tizi Ouzou, Batna) AFD (2015-2017) – projet régional Maghreb

Projet « Protection & droits des enfants handicapés privés de famille en Algérie » sur Batna, Constantine, Mila, Oum El Bouaghi et Setif – EIDHR (2016-2017)

Projet NASIJ «Nouvelles Actions Solidaires pour l'Insertion socioéconomique des Jeunes Exclus» dans les Wilayas d'Oran, Bechar, Annaba et Khénchela – Union Européenne (PAJE, 2016-2017)

Contrat d'Assistance technique pour la création de nouveaux dispositifs d'accompagnement des jeunes dans le cadre du Programme d'Appui Jeunesse-Emploi (PAGE) en Consortium avec Sofreco (lead) et GIZ.

Dans les Camps Sahraouis : Amélioration des services de

réadaptation fonctionnelle dans les camps sharaouis (ECHO, 12 mois- MAE Lux : déposé) Compte tenu du contexte socioéconomique, la mission travaille essentiellement sur la base de partenariats. Pour cela, l'équipe collabore avec une trentaine d'associations et d'institutions publiques.

VOTRE MISSION :

Sous la responsabilité de la Directrice de Programme Algérie vous faites partie intégrante de l'équipe de coordination, vous pilotez le développement et la conduite opérationnelle des projets d'Handicap International sur l'ensemble du pays en appui aux Chefs de Projets.

Ainsi, vos principales responsabilités sont :

Appuyer les Chefs de Projet dans le développement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets (50%)

Assurer le management et l'animation d'équipe pour l'ensemble des Chefs de Projets (4 personnes) placés sous votre responsabilité (40%)

Participer à la mise en place et au développement des mécanismes de pilotage du programme (10%)

A ce jour, les enjeux du poste Coordinateur Projets Algérie sont principalement :

Le développement de projets pour renouvellement des financements institutionnels sur nos projets à échéance 2018

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Lancement d'un nouveau projet sur les camps sahraouis à horizon juin 2017	sciences sociales, gestion du développement ou management	Prise de poste: 2 mai 2017
Appui à la mise en œuvre du volume d'activité	Minimum 4 ans d'expérience dans la direction de projets ou programmes de développement à l'international	Salaire / Indemnité
Réorganisation et accompagnement des changements visant à renforcer les capacités des Chefs de Projet aux niveaux managérial, opérationnel et des services supports	Une excellente connaissance du Cycle de projet et des cadres d'HI	Statut Salarié : Salaire à partir de 2757€ € (brut)/ mois selon expérience transposable
Stabilisations des cadres du programme en vue d'une révision stratégique à planifier pour mi-2017 (bilan du COP 2012-2016 et préparation du suivant)	Connaissance des bailleurs internationaux	Perdiem : 498€ (net)
S P E C I F I C I T E S / PARTICULARITES DU POSTE :	Développement de projets et capacités d'écriture	Assurances: maladie, prévoyance, retraite, r a p a t r i e m e n t
Vous êtes basé(e) à Alger ou le cadre de vie est confortable. Vous effectuerez des déplacements réguliers dans les wilayas visées par les projets.	Bonne connaissance des enjeux de développement en lien avec les situations de vulnérabilité	Congés payés : 25 jours par an
Ville A l g e r	Expérience en gestion d'équipe	R&R : 1 jour par mois
Expériences / Formation du candidat	La connaissance de HI et/ ou de la région est un atout.	Poste non accompagné
Vous avez :	Langues parlées	Logement : Collectif pris en charge par Handicap International
Bac +5 minimum en	Excellente maîtrise du français (écrit / oral) et maîtrise de l'anglais souhaitée La maîtrise de l'arabe serait un plus	Documents à envoyer
	Fonctions Coordination, Gestion de projet	CV + Lettre de motivation
	Activités A u t r e	Postuler en ligne
	Pays Afrique, Algérie	https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=2024&idpartenaire=130
	Contrat C D D	Date de fin de validité 23/04/2017
	Durée du contrat	
	3 à 6 mois renouvelables	

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Cash & Bon gestionnaire de programme - SSUD

Accueil » Cash&Voucher Program Manager - SSUD

Description
A C T E D :

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-créer des opportunités à long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au

delà de l'urgence immédiate vers les possibilités de moyens de subsistance à long terme la reconstruction et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre over11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

ACTED est présent au Soudan du Sud depuis 2007, et est actuellement en exploitation dans l'Ouest Bahr-el-Ghazal, Warrap, Jonglei, du Haut-Nil, les lacs et les états de l'Equatoria central. ACTED met l'accent sur les travaux d'urgence et de secours autour de l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène; l'infrastructure de base; la sécurité alimentaire et les moyens d'existence; et la gestion des camps intégré. Toutes ces interventions continuent de fournir de base et une aide vitale aux populations vulnérables, en particulier les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés d'accueil.

Depuis la suite du conflit du Sud-Soudan qui a éclaté en Décembre 2013, ACTED a contribué à la prestation des services humanitaires à 1,7 million de personnes déplacées, des réfugiés, 270,767 et 5,1 millions de personnes dans

le besoin. Continue ACTED à fournir des services de gestion des camps dans 2 Protection des sites civils (POC), 1 règlement informel et 2 camps de réfugiés, tout en contribuant à la coordination du camp en tant que co-chef de file du groupe de coordination et gestion des camps. Reconnaissant l'importance d'engager le relèvement rapide à la transition vers des solutions durables, ACTED soutient les collectivités à améliorer leurs moyens d'existence grâce à la promotion des activités génératrices de revenus, groupes d'épargne communautaires et Agro Pastoral écoles sur le terrain dans le Grand Bahr al Ghazal, Grand Haut-Nil et des lacs.

Améliorer la prestation efficace des services dans les sites de déplacement

En tant que directeur du camp, ACTED coordonne la prestation des services aux personnes déplacées et des réfugiés dans Maban, Awerial, Bor et comtés de Juba bénéficiant d'un total de plus de 140 000 réfugiés et 110.000 personnes déplacées. Dans le cadre des interventions de gestion des camps, l'équipe d'ACTED au Soudan du Sud entreprendre une approche multisectorielle pour établir et renforcer les structures de gouvernance interne, d'assurer l'accès à des installations d'eau et d'hygiène, de faciliter la paix entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées, et

La suite à la page 29

La suite de la page 28

d'accroître la protection des personnes besoins spéciaux. Un accent a été mis haute à établir la responsabilité et le système de rétroaction sur les différents sites de déplacement pour améliorer la prestation des services.

Garantir l'accès à l'eau potable et un milieu de vie hygiénique

En 2015, ACTED la priorité à la fourniture de services d'eau et d'assainissement pour les personnes à risque d'épidémie de la maladie, ainsi que les populations déplacées ayant un accès limité aux installations d'eau et d'assainissement. ACTED a été l'expansion de la prestation de services d'eau et d'assainissement à la population de réfugiés de Doro, le camp Kaya et Gendrassa et des pratiques améliorées d'assainissement dans les zones rurales comme le comté d'Akobo.

L'amélioration de la sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance

Les interventions d'ACTED focud sur la première face aux terribles besoins de la sécurité alimentaire des populations déplacées par le biais de distributions alimentaires d'urgence dans les camps pour personnes déplacées et des réfugiés, tout en travaillant à améliorer la résilience des populations vulnérables à travers le pays grâce à des distributions de semences et d'outils et l'offre de nourriture

pour la construction d'actifs communautaires. Grâce à cette approche, à la fois ACTED vise l'insécurité alimentaire d'adresse dans les populations déplacées tout en renforçant la résilience de la population dans la transition vers le relèvement rapide, la gestion pour atteindre plus de 150 000 bénéficiaires.

EndébutderepriseTransitioning

Alors que le pays se remet lentement du fait des ravages des décennies de conflit, la programmation de plus en plus sur ACTED concentrer la résilience et l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et déplacées du pays. Aller de l'avant, l'équipe du camp d'ACTED est à la recherche à l'élaboration et l'exécution des plans complets pour le retour ou l'intégration des populations déplacées. En second lieu, ACTED vise à accroître le niveau de vie et d'assurer les moyens de subsistance de la population du Sud-Soudan, via un accès accru aux activités génératrices de revenus et de revenus durables, la lutte contre les facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Position :

Selon contrat date de début, ouvrez un nouveau projet à Bor

Gérer un programme de coupons électroniques sur deux sites

Une correspondance

régulière et directe avec les donateurs au niveau du terrain

Maintenir des relations de travail positives avec les autorités locales et les dirigeants communautaires

Gérer les activités au jour le jour de 18 employés contractuels et 20 travailleurs occasionnels (y compris les processus RH, les contrats, les évaluations, etc.) Mingkaman et 15 employés contractuels et 11 travailleurs occasionnels à Bor

Planifier et superviser les distributions mensuelles de bons à environ 115 000 bénéficiaires

Mener des activités de suivi de processus de suivi et de distribution du marché

Produire, maintenir et à effectuer une analyse sur, faciles à utiliser et complet, bases de données Excel

Produire des narratifs de haute qualité et des rapports quantitatifs

Rôles entre deux bases

Ville Mingkaman / Bor

Expériences / Formation du candidat

l'éducation de niveau master dans un domaine pertinent comme les relations internationales

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

ou le développement

Une vaste expérience de gestion de projet en cas d'urgence et / ou de développement

Expérience avec la programmation de transfert en espèces, en particulier la surveillance du marché (surveillancedesprix, analyses dela chaîne d'approvisionnement, les pratiques de commerçant, etc.)

Expérience avec la plate-forme électronique bon SCOPE du PAM préféré

capacités éprouvées en matière de leadership et de gestion nécessaires (grande équipe)

compétences en communication verbale et écrite en anglais parfait

La connaissance de la langue locale et / ou de l'expérience régionale un atout

Bonne compréhension des marchés ruraux

Capacité à travailler sous pression et ponctuellement

Langues parlées

Anglais

Fonctions Animation,

Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement,

Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Afrique, Soudan du Sud

Contrat C D D

Durée du contrat

6 mois, renouvelable

Salaire / Indemnité

Traitements définis par la grille de traitement ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les

difficultés, la sécurité et la performance sont considérés comme des bonus de salaire

allocation mensuelle supplémentaire

Logement et nourriture en guest house de l'organisation

Les frais de transport couverts, y compris billet aller-retour supplémentaire + allocation de bagages

Prestation de services médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + forfait de retraite

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation, CV et références à jobs@acted.org sous Ref: PMCV / SSUD / SA

Email de la personne contact jobs@acted.org

Date de fin de validité 21/05/2017





FSL technique Coordonnateur - SSUD

Accueil » FSL Technical Coordinator - SSUD

Description

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-créer des opportunités à long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

Efforts pour répondre aux crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au-delà de l'urgence immédiate

vers les possibilités de moyens de subsistance à long terme la reconstruction et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre over 11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

Pays Profil 2015

Nombre de projets 25

Nombre de zones 5

Nombre de personnel national 317

Budget annuel (EUR) 20.78M

Nombre de bureaux 7

Nombre de fonctionnaires internationaux 49

Contexte de position et les principaux défis

ACTED est présent au Soudan du Sud depuis 2007, et est actuellement en exploitation dans l'Ouest Bahr-el-Ghazal, Warrap, Jonglei, du Haut-Nil, les lacs et les états de l'Equatoria central. ACTED met l'accent sur les travaux d'urgence et de secours autour de l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène; l'infrastructure de base; la sécurité alimentaire et les moyens d'existence; et la gestion des camps intégré. Toutes ces interventions

continuent de fournir de base et une aide vitale aux populations vulnérables, en particulier les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés d'accueil.

Depuis la suite du conflit du Sud-Soudan qui a éclaté en Décembre 2013, ACTED a contribué à la prestation des services humanitaires à 1,7 million de personnes déplacées, des réfugiés, 270,767 et 5,1 millions de personnes dans le besoin. Continue ACTED à fournir des services de gestion des camps dans 2 Protection des sites civils (POC), 1 règlement informel et 2 camps de réfugiés, tout en contribuant à la coordination du camp en tant que co-chef de file du groupe de coordination et gestion des camps. Reconnaissant l'importance d'engager le relèvement rapide à la transition vers des solutions durables, ACTED soutient les collectivités à améliorer leurs moyens d'existence grâce à la promotion des activités génératrices de revenus, groupes d'épargne communautaires et Agro Pastoral écoles sur le terrain dans le Grand Bahr al Ghazal, Grand Haut-Nil et des lacs.

Améliorer la prestation efficace des services dans les sites de déplacement

À titre de gestionnaire du camp, ACTED coordonne la prestation

JOBS CAMPUS

des services aux personnes déplacées et des réfugiés dans Maban, Awerial, Bor et comtés de Juba bénéficiant d' un total de plus de 140 000 réfugiés et 110.000 personnes déplacées. Dans le cadre des interventions de gestion des camps, l'équipe d'ACTED au Soudan du Sud entreprendre une approche multisectorielle pour établir et renforcer les structures de gouvernance interne, d' assurer l' accès à des installations d'eau et d' hygiène, de faciliter la paix entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées, et d' accroître la protection des personnes besoins spéciaux. Un accent a été mis haute à établir la responsabilité et le système de rétroaction sur les différents sites de déplacement pour améliorer la prestation des services.

Garantir l' accès à l' eau potable et un milieu de vie hygiénique

En 2015, ACTED priorité à la fourniture de services d'eau et d' assainissement pour les personnes à risque d'épidémie de la maladie, ainsi que les populations déplacées ayant un accès limité aux installations d'eau et d' assainissement. ACTED a été l' expansion de la prestation de services d'eau et d' assainissement à la population de réfugiés de Doro, le camp Kaya et Gendrassa et des pratiques améliorées d'assainissement dans les zones rurales comme le comté d' Akobo. L' amélioration de la sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance des interventions d'ACTED focus sur

la première face aux terribles besoins de la sécurité alimentaire des populations déplacées par le biais de distributions alimentaires d'urgence dans les camps de déplacés et de réfugiés, tout en travaillant à améliorer la résilience des populations vulnérables à travers le pays par les semences et outils les distributions et l'offre de la nourriture pour la construction des actifs communautaires. Grâce à cette approche, à la fois ACTED vise l' insécurité alimentaire d'adresse dans les populations déplacées tout en renforçant la résilience de la population dans la transition vers le relèvement rapide, la gestion pour atteindre plus de 150 000 bénéficiaires.

La transition vers le relèvement rapide

que le pays se remet lentement du fait des ravages des décennies de conflits, la programmation de plus en plus l' accent sur ACTED renforcement de la résilience et l' amélioration des conditions de vie des populations pauvres et déplacées du pays. Aller de l' avant, l'équipe du camp d'ACTED est à la recherche à l' élaboration et l' exécution des plans complets pour le retour ou l' intégration des populations déplacées. En second lieu , ACTED vise à accroître le niveau de vie et d' assurer les moyens de subsistance de la population du Sud - Soudan, via un accès accru aux activités génératrices de

revenus et de revenus durables, la lutte contre les facteurs sous - jacents de l' insécurité alimentaire et la pauvreté.

Rôles et responsabilités clés

1. Positionnement externe des relations extérieures

Projet de développement

2. Support technique interne FSL et de la coordination

C o o r d i n a t i o n

Leadership technique

Renforcement des capacités du personnel

Qualifications requises et les compétences techniques

Degree dans des domaines connexes

Au moins 5 ans d'expérience dans la mise en œuvre du projet, de préférence dans un contexte international;

Au moins 3 ans d'expérience dans la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, et des domaines connexes;

L' expérience dans les camps humanitaires et réfugiés préférés;

Courant compétences en anglais requis;

La langue arabe serait un atout

C o n d i t i o n s

Salaire défini par la grille des salaires ACTED; le niveau d' instruction, l' expertise, les difficultés, la sécurité et la performance sont

considérés comme des primes de rémunération	12 mois renouvelable	Pays Afrique, Soudan du Sud
allocation mensuelle supplémentaire	Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste	Contrat C D D Documents à envoyer
Logement et nourriture en guest house de l'organisation		S'il vous plaît envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation, CV et références à jobs@acted.org sous:
des frais de transport couverts, y compris billet aller-retour supplémentaire + allocation bagages		Ref: FSLTC / SSUD
prestation de services médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + forfait de retraite	Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social	Date de fin de validité 21/05/2017
Ville d'éjection à		
Langues parlées		
Anglais		
Qualité du candidat		

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

15/04/2017 AU 22/04/2017 Groupe II

Aéroport	25 31 42 22	Koulouba	25 31 19 18	Sud	25 38 42 82
Amaro	25 34 33 28	La Famille	25 43 06 85	Talba	25 36 22 25
Ar-rahma	25 35 09 86			Tanko	25 35 15 57
Augustine	25 37 61 00	Marlass	78 55 00 52	Univers	25 41 99 65
Barwende	25 40 85 90	Martin	25 50 84 59	Wati	25 38 52 92
Boulmiougou	25431268	Meteba	25 33 53 33	Yobi	25 31 16 30
Cité An III	25 33 19 66	Nayyira	25 48 18 41		
Dapoya	25 31 32 01	Neima	25 35 56 82		
Delwindé	25 36 72 80	Nemadis	25 37 30 41		
Denisa	71 82 76 60	Progrès	25 43 01 62		
Faso	25 38 19 29	Providence	25318648		
Flayiri	25 40 73 44	RoodWooko	25308890		
Hamdalaye	25343694	Sangoulé Lamizana	25 41 13		
Heera	25 31 66 10	00			
Jabnéel	25 44 78 70	Schifeyi	25 40 27 42		
Jourdain	25 36 06 86	SigNoghin	25 35 09 77		
Karpala	2 5 37 14 14	Sigri	25 41 21 48		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aeroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11
11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI. O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Mourmouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture média

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo-Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;
Presse en ligne;
Quotidien numérique gratuit
sur www.sciences-campus.info

Couverture médiatique
Publicité
Communication



Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO